

## **METTONS FIN À LA SOUFFRANCE DES PERSONNES QUI ONT DÛ RECOURIR AUX SANCTUAIRES**

Montréal, le 2 août 2004. - Des représentant-es des Églises et des organismes, apportant leur soutien aux individus et familles qui ont dû recourir aux sanctuaires, veulent aujourd'hui faire état de la situation inacceptable dans laquelle sont maintenues ces personnes depuis trop longtemps. Elles réaffirment l'importance que soit respecté ce dernier recours que sont les sanctuaires et interpellent les autorités fédérale et provinciale pour qu'une solution humanitaire soit trouvée rapidement.

La semaine dernière, un large consensus social s'est exprimé dans la société canadienne concernant l'importance du respect des sanctuaires à la suite des déclarations de la ministre canadienne de l'Immigration, Judy Sgro. Des représentant-es d'Églises, d'organismes travaillant auprès des immigrant-es et réfugié-es ainsi que les éditorialistes de plusieurs grands quotidiens canadiens (Toronto Star, La Presse, Le Soleil, Globe & Mail) ont affirmé que les sanctuaires constituaient un dernier recours qu'il faut respecter et que le problème n'est pas les sanctuaires mais bien les causes pour lesquelles des demandeurs d'asile ont dû y recourir. Ces causes ont à voir avec les injustices générées par des lacunes importantes dans le système d'immigration canadien auxquelles il faut remédier, dont la nécessité d'un réel droit d'appel.

Nous comprenons que les propositions de mise en œuvre des changements qui s'imposent pour mettre fin aux injustices liées au système d'immigration canadien ne peuvent être débattues et adoptées pendant les vacances et que la rentrée parlementaire a lieu en octobre. Toutefois, la souffrance des personnes qui ont dû recourir aux sanctuaires dans la dernière année, elle, ne prend pas de vacances. Si cela a permis de mettre en lumière des problèmes importants dans notre système d'immigration, il ne faut toutefois pas oublier que chaque jour de plus dans ces très difficiles conditions, est un jour de souffrance. C'est ce dont vont témoigner aujourd'hui des représentant-es d'Églises et d'organismes apportant leur soutien aux individus et familles toujours en sanctuaire, dont certains plus d'un an, ainsi que la conjointe de Mohamed Cherfi qui est emprisonné depuis 5 mois aux États-Unis, à la suite de la violation du sanctuaire où il se trouvait et de sa déportation. La suite de son audience finale aux États-Unis vient d'être reportée de deux mois et il doit rester en prison pendant ce temps.

Compte tenu de la souffrance vécue actuellement par ces personnes, compte tenu qu'elles sont victimes de décisions erronées ou arbitraires de notre système d'immigration et qu'elles courent des risques importants si elles sont déportées dans leur pays d'origine, il nous apparaît évident qu'il s'agit de cas humanitaires dont il est urgent de traiter. Nous pressons les autorités canadienne et québécoise de prendre les mesures nécessaires pour leur octroyer un droit de résidence au Canada dans les plus brefs délais. Les autorités disposent des moyens juridiques pour accorder ce droit à chacune des personnes dont nous parlons, il ne s'agit que d'une volonté politique pour mettre en œuvre les procédures administratives et les accélérer.

Élisabeth Garant  
Ligue des droits et libertés du Québec

Révérante Rosemary Lambie-Bromby  
Église unie du Canada, Paroisse St-Andrew Norwood

Révérant Darryl Gray  
Église Union United

Maya Antaki  
Paroisse Notre-Dame de Grâce

Louise Boivin  
Comité de solidarité avec Mohamed Cherfi